



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Projet "la LUMière la Nuit Nuit à l'Environnement" (LUNNE) - Accord de Consortium entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne, l'Université Toulouse 3 Paul-Sabatier, l'Université Rennes 2, l'Université de Nantes, le CEREMA, Rennes Métropole et Territoire Énergie Tarn - Autorisation de signature

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet « *la LUMière la Nuit Nuit à l'Environnement* » (LUNNE) porté par l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne (77) est financé par l'Agence Nationale de la Recherche à hauteur de 136 479.64 € dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2022.

Ce projet aborde plusieurs verrous scientifiques associés à la réduction de la lumière artificielle la nuit avec une approche pluridisciplinaire à travers trois dimensions :

- 1) Du côté des acteurs de l'éclairage urbain, une meilleure connaissance des pratiques des collectivités en matière de réduction de l'éclairage public, et des possibilités techniques et organisationnelles envisageables. Ces connaissances permettront notamment de sélectionner des scénarios d'expérimentation avec les collectivités partenaires du projet, et de proposer des méthodes de concertation adaptées aux politiques publiques ;
- 2) Du point de vue de la qualité de l'éclairage pour les usagers, une meilleure connaissance et quantification de l'impact des stratégies de sobriété lumineuse sur les usagers (mobilité, sécurité, ambiances nocturnes), et une meilleure compréhension des freins et des leviers à l'acceptabilité de ces politiques publiques d'éclairage ;
- 3) Du point de vue des effets sur l'environnement, une quantification plus adaptée de l'impact de stratégies de réduction de l'éclairage public sur les écosystèmes à travers le développement de nouveaux indicateurs à différentes échelles spatiales. Ces trois dimensions se rejoignent dans la proposition d'indicateurs et de méthodes pour aider les collectivités à faire évoluer leur éclairage en tenant compte des spécificités de leur territoire.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont les suivants :

- Un état des lieux des stratégies d'éclairage visant à réduire l'impact sur l'environnement ;
- Le développement d'une méthodologie de concertation et d'intégration de critères environnementaux dans le processus de décision publique concernant l'éclairage ;
- Une meilleure compréhension de l'impact de ces stratégies sur la sécurité, le confort et la mobilité des usagers ;
- L'identification des freins et leviers à l'acceptabilité des politiques de sobriété de l'éclairage urbain ;
- Des indicateurs de la qualité des luminaires au regard des nuisances associées (détectabilité, attractivité, éblouissement) ;
- Des indicateurs de l'impact des politiques d'éclairage sur le halo lumineux et des « réserves d'obscurité » urbaines (zones sans points lumineux visibles).

Montpellier Méditerranée Métropole est identifiée comme un partenaire officiel du projet de recherche, sans contribution financière associée. Pour autant, un accord de consortium est rendu nécessaire afin de fixer les modalités relatives à l'exécution du projet, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant, pour chacune des parties prenantes :

- L'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne ;
- L'Université Toulouse 3 – Paul-Sabatier ;
- L'Université Rennes 2 ;
- L'Université de Nantes ;
- Le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) ;

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Rennes Métropole ;
- Territoire Energie Tarn.

Cet accord a une durée de 42 mois à compter de sa date d'effet résultant de la signature de l'ensemble des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'accord de consortium relatif au projet LUNNE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'accord ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236897-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet accord Consortium LUNNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.